Loi de finances 2012: La majorité estime que le projet a jeté les bases d'une économie moderne

Economie

Posté par: Administrateur

Publié le : 12-05-2012 13:36:29

Les opinions de la majorité et de l'opposition à la Chambre des conseillers au sujet du projet de loi de finances 2012 ont divergé. Une partie estime que ce projet confirme la détermination du gouvernement à jeter les bases d'une économie moderne et à préserver les équilibres macroéconomiques, alors que l'autre reproche à ce projet de n'avoir pas pris en considération les problématiques socioéconomiques.

Intervenant lors d'une séance plénière de la Chambre des conseillers consacrée à la discussion du projet, qui s'est déroulée en présence du ministre de l'Economie et des finances, Nizar Baraka, et du ministre délégué chargé du budget, Idriss Azami Al Idrissi, le président du groupe Authenticité et Modernité, Hakim Benchemass, a affirmé que ce projet "ne permet pas la reddition des comptes", "ne contient pas des chiffres exacts" et "est noyé dans des généralités et des promesses", ajoutant que ce projet a ignoré les problématiques majeures que connaît le Maroc.

Il a en outre mis en doute la capacité de ce projet à permettre le développement du Maroc et à faire face aux conséquences de la crise économiques internationale qui frappe de plein fouet l'Europe qui est liée au Maroc par des relations commerciales et économiques importantes, notant que le projet "manque de l'audace nécessaire pour lutter contre les racines des problématiques économiques, financières et sociales que connaît le Maroc et répondre aux attentes des Marocains".

Il a appelé le chef de gouvernement à la révision de la méthodologie de travail de l'exécutif et à faire montre d'un grand sens de responsabilité et de sérieux pour palier à la lenteur enregistrée dans la réalisation des grands chantiers stratégiques dans les domaines institutionnel, politique, économique et social.

S'agissant du régime des retraites, il a estimé que la réforme de ce régime est un problème qui n'est ni technique ni financier mais plutôt politique qui doit être abordé dans le cadre de contrats sociaux dans l'objectif d'aboutir à un projet complémentaire de réforme.

De son côté, le président du groupe istiqlalien de l'unité et de l'égalitarisme, Mohamed Al-Ansari, a souligné que ce projet, qui constitue une continuité de la politique économique adoptée depuis quelques années vient confirmer la détermination du gouvernement à poursuivre l'action pour jeter les bases d'une économie moderne, préserver les équilibres macroéconomiques, accélérer la libéralisation de l'économie nationale et stimuler les investissements pour assurer la réussite des grands chantiers, à travers la mise en oeuvre des engagements du gouvernement dans le cadre des politiques sectorielles.

S'agissant des investissements, il a salué l'intensification des efforts dans le domaine du soutien des investissements productifs et créateurs d'emplois, en dépit des conséquences de la crise économique internationale, précisant que le budget alloué aux investissements publics a passé de

84 milliards de DH en 2007 à 188 milliards de DH en 2012, ce qui a permis d'insuffler une nouvelle dynamique à l'économie nationale.

La politique d'export constitue l'un des axes principaux de ce projet, a-t-il dit, saluant la forte volonté du gouvernement à poursuivre la mise en Âoeuvre de la stratégie nationale de promotion des exportations.

Pour sa part, le groupe haraki a salué les efforts du gouvernement visant à élaborer le projet de loi de finances sur la base d'une approche réaliste et qui prend en compte la conjoncture économique sur les plans national et international, soulignant l'importance de soutenir les investissements publics et de poursuivre la réalisation des grands chantiers.

Le président du groupe, Abdelhamid Essaadaoui, a rappelé les conséquences de la crise économique internationale, la hausse du prix du pétrole, la sécheresse qui a touché le Maroc cette année et les défis à caractère social auxquels fait face le Royaume, saluant la volonté du gouvernement de faire face à ces défis et de mettre en Âoeuvre le programme gouvernemental.

MAPF